

LOUISA HANOUNE

# «Le bouillonnement social

**A 56 ans, Louisa Hanoune est toujours aussi d'attaque, aussi déterminée comme il y a 20 ans au sortir de la clandestinité de l'OST (Organisation socialiste des travailleurs, d'obédience trotskyste) malgré quelques ennuis de santé avec l'hypertension. Même si elle a la dent dure à l'endroit de ceux qui pourraient être ses alliés naturels du camp démocratique, la présidente du Parti des travailleurs (PT) revendique «une autre Algérie que préfigurent les grands mouvements sociaux actuels, signe d'une révolution sociale tranquille et**

**intelligente». Pondération, lucidité, responsabilité semblent aujourd'hui les arguments dont elle drape sa démarche politique comparée à celle d'avant. Son parcours et la présence du PT dans les institutions ont-ils fini par faire muer la militante en femme politique ?**

**Plus compréhensive à l'endroit de l'exécutif, voire proche du président Bouteflika qu'elle défend et soutient dans ses décisions politiques, lui a valu d'être taxée de nouvelle alliée du pouvoir. Ce pouvoir que veut abattre la tendance active de l'opposi-**

**tion menée par le RCD du D' Saïd Sadi pour en finir avec le système.**

**Rencontrer la secrétaire générale du PT pour un entretien de presse, ouvert a fortiori sur tous les questionnements entourant sa démarche, n'est pas de tout repos. 20 ans à la tête du parti, fondé le 29 juin 1990, lui ont-ils forgé un nouveau profil ? Louisa Hanoune s'est au bout du compte prêtée au jeu des questions-réponses, le sourire en coin certes, mais sans pour autant se départir de la fougue habituelle qu'elle met dans ses meetings.**

Entretien réalisé par Brahim Taouchicht

**Le Soir d'Algérie :** Bonjour Louisa Hanoune, comment allez-vous ? Je vous pose cette question car j'aimerais savoir si vous vous sentez interpellée par la montée meurtrière de trois fléaux, essentiellement le cancer, l'hypertension, le diabète...

**Louisa Hanoune :** Moi même je suis une hypertendue depuis l'agression israélienne contre Ghaza. Je ne supportais pas les images, ma tête explosait. Le stress peut avoir de graves conséquences sur les personnes, la décennie noire a généré 30 000 enfants diabétiques. La communauté universitaire souffre énormément du stress, observez le nombre d'attaques cardiaques et de cancers dans ce milieu. Neuf millions d'hypertendus et plus de deux millions de diabétiques, c'est énorme. Et cela nécessite une prise en charge sérieuse sur le plan médical, mais aussi s'attaquer à la source de ces maux.

**Depuis les émeutes de janvier dernier, les grèves récurrentes se généralisent. Vous parlez de révolution sociale tandis que d'autres analystes disent qu'il s'agit d'une lutte contre le système, le pouvoir en place ?**

Avant même l'éclatement de la révolution en Tunisie et ce qui se passe dans d'autres pays arabes, nous nous attendions à cette mobilisation, qui est sans précédent même après Octobre 1988. Pourquoi ? Parce que la tragédie nationale avait tu toutes les revendications. La principale aspiration était l'arrêt de l'effusion de sang, la paix.

L'ordre de priorité a changé avec la restauration de la paix. Mais la dynamique sociale était déjà en marche depuis plusieurs années déjà. Les émeutes de janvier étaient une provocation qui a pris sur une situation sociale fragile, précaire. Savez-vous que depuis 2008 nous sommes le seul pays à avoir arraché autant de victoires sur les régimes indemnitaires et les salaires, le SNMG même si cela reste insuffisant compte tenu de l'érosion du pouvoir d'achat, de la spéculation. Depuis les émeutes de janvier, le processus s'est élargi ouvrant une nouvelle ère. Evidemment, il y a l'influence de la révolution tunisienne. Tout peuple s'appuie sur ce qui se passe autour de lui pour remonter le plafond de ses revendications comme c'était le cas pour l'Amérique latine quand il y a eu la révolution au Venezuela, en Europe après la révolution portugaise de 1974.

Nous appelons le mouvement en cours dans notre pays, révolution sociale, tranquille et intelligente parce que les Algériens ont intégré le facteur de la tragédie nationale, plus jamais de sang, de dérive meurtrière.

Cette révolution se propage comme une traînée de poudre dans la Fonction publique, le secteur productif, public et privé parmi les jeunes et les larges couches. La jeunesse et les travailleurs sont l'avant-garde. Une vraie révolution doit être encadrée par les syndicats, et c'est le cas chez nous. 1 200 000 étudiants sont encadrés par leurs comités, et c'est très important. La satisfaction des revendications que nous enregistrons ne se produit que dans les situations révolutionnaires. Une révolution, c'est quand ceux d'en bas veulent changer leur sort et quand ceux d'en haut n'arrivent pas à suivre, signe d'une crise politique. Le président de la République le reconnaît d'une certaine façon à travers l'annonce de réformes politiques.



Photo : Samir Sid

En janvier, nous étions dans une situation, aujourd'hui nous sommes dans une autre. La situation n'est pas statique, elle change, elle est dynamique, l'état d'esprit aussi. Il y a une impatience dans les revendications ce qui est le propre d'une situation révolutionnaire. C'est la volonté de transformer les choses.

Nous parlons de révolution sociale de par l'ampleur du mouvement et son contenu. De plus, la jonction entre le social et le politique commence à s'opérer. N'en déplaise aux tenants du statu quo, des ruptures s'opèrent dans notre pays. Au PT, nous n'avons pas attendu les événements de Tunisie pour ouvrir une perspective. Nous avons commencé en 2009 et anticipé donc sur les événements, en appelant le président de la République à décréter des réformes politiques pour approfondir les réformes économiques et sociales. Pour cela, nous sommes le seul parti à avoir recueilli environ 1 200 000 signatures, c'est-à-dire, le seul parti sur le terrain, en campagne. Aujourd'hui encore, nous nous adressons au président de la République pour faire avancer nos propositions car personne ne sait comment les choses vont évoluer dans le pays, et autour de nous. Il s'agit d'ouvrir une issue positive, algérienne à cette ébullition socio-politique.

**Deux courants dans l'opposition. L'un appelle aux changements du système de l'intérieur et l'autre de l'extérieur. Par ailleurs, toutes les augmentations de salaires ne sont-elles pas des concessions visant plutôt à faire perdurer le système ?**

Il n'y a pas que deux courants d'opposition mais différentes approches. Ceux qui revendiquent le «changement», dans les tentatives de marche les samedis, sont ultra-minoritaires. C'est un constat. Ils ne mobilisent pas. Ce qui exprime de la méfiance, voire du rejet de la part des citoyens. En effet, on ne sait pas ce que signifie leur changement. Dans le même moment, par dizaines de milliers, les tra-

vailleurs, étudiants et jeunes se rassemblent, manifestent pour des revendications sociales et ou pédagogiques pour les étudiants.

En réalité, la seule organisation capable de paralyser le pays, de fédérer toutes les énergies, c'est l'UGTA parce que c'est la principale organisation dans le pays. C'est un fait, il n'y a pas d'adhésion populaire aux marches pour le changement. Les étudiants disent : nos revendications sont pédagogiques, les travailleurs nos revendications sont d'ordre social. Les jeunes disent nous voulons de l'emploi, nous sommes contre la précarité. Les citoyens sortent dans la rue pour le logement social pour les conditions de vie, etc.

D'autres courants extérieurs au régime posent la nécessité de réformes politiques et opèrent une rupture avec le système en place en s'adressant aux autorités, notamment le président de la République.

C'est ce que nous faisons parce que nous savons que la situation chez nous diffère de celle de la Tunisie, de l'Égypte. La nature du régime est différente, les politiques sociale, économique et étrangère diffèrent quand bien même il y a des similitudes sur certains

aspects. Evidemment, nous respectons tous les points de vue dès lors qu'ils s'inscrivent dans le cadre de la nation et non pas des ingérences étrangères.

**Vous n'avez pas participé aux marches mais en même temps vous demandez aux autorités de lever leur interdiction.**

C'est, pour nous, une position principielle indépendamment des opinions qui s'expriment. Rien ne justifie le maintien de l'interdiction... il est inconcevable d'exclure la capitale du cadre national. Il s'agit de lever les obstacles devant l'exercice des libertés. En fait, la majorité des marches empêchées ont un contenu social. Ceci dit, nous ne pouvons pas marcher pour un vague «changement» et encore moins avec des personnes qui ont fait la tournée des ambassades des Etats-Unis, de France, de l'Union européenne pour se plaindre et demander des pressions sur l'Etat algérien. Pour nous, toute solution doit être l'émanation des Algériens exclusivement. Nous n'acceptons ni les pressions extérieures ni les révolutions importées à la géorgienne ou à l'ukrainienne. Nous ne croyons pas aux révolutions à la Facebook ou à la Twitter qui mènent à la dislocation et à l'ingérence étrangère et qui sont pilotées par des organisations liées à la CIA dont le NED et NDI. Une révolution authentique comme en Tunisie n'est pas quelque chose qu'on décrète. C'est un processus qui démarre et qui se transforme à un moment donné, à partir d'un événement qui constitue l'étincelle, en révolution.

**Des perspectives pour un pôle démocratique d'opposition, pour une démarche unitaire sachant l'opposition affaiblie, divisée, dominée par les subjectivismes ?**

Pour nous, la ligne de démarcation c'est la souveraineté nationale et l'intégrité du pays. Ce n'est pas la gauche et la droite, les démocrates et les non-démocrates. L'unité d'action oui avec les partis qui pèsent pas avec les groupuscules non représentatifs ou avec ceux dont les positions sur la souveraineté nationale ne sont pas nettes, pas avec ceux qui disent, c'est moi le chef, suivez-moi ! Nous sommes favorables à une unité d'action dans le respect mutuel avec même un parti au gouvernement, avec le président de la République, dans les décisions qui défendent les intérêts de la nation, la souveraineté nationale. Nous sommes prêts à mobiliser pour cela. Nous sommes un pays opprimé, ciblé. L'Etat algérien n'est ni un Etat colonial ni impérialiste.

L'Etat algérien est lui-même opprimé et nous le défendons inconditionnellement. Sur la loi de finances complémentaire 2009 et 2010, par exemple, il y a un parti au gouvernement dont la position était plus intéressante que celles des partis de l'opposition. Nous avons signé un accord avec lui à l'occasion des sénatoriales. Il nous est arrivé de réaliser l'unité avec d'autres partis sur certaines questions importantes dont la restauration de la paix, contre la fraude électorale, en soutien au peuple palestinien, etc.

En ce moment, de toutes les initiatives rendues publiques, les lettres de Abdelhamid Mehri et de Hocine Ait Ahmed sont intéressantes de notre point de vue, car elles vont dans le sens de l'Assemblée constituante pour laquelle nous militons.